



Pacte international relatif aux droits civils et politiques

Distr. générale
7 août 2012
Français
Original: anglais

Comité des droits de l'homme Quatre-vingt-dix-neuvième session

Compte rendu analytique de la première partie (publique)* de la 2729^e séance

Tenue au Palais Wilson, à Genève, le mercredi 21 juillet 2010, à 15 heures

Président: M. Iwasawa

Sommaire

Observations générales du Comité (*suite*)

Projet d'observation générale n° 34 (suite)

* Le compte rendu analytique de la deuxième partie (privée) de la séance est publié sous la cote CCPR/C/SR.2729/Add.1.

Le présent compte rendu est sujet à rectifications.

Les rectifications doivent être rédigées dans l'une des langues de travail. Elles doivent être présentées dans un mémorandum et être également incorporées à un exemplaire du compte rendu. Il convient de les adresser, *une semaine au plus tard à compter de la date du présent document*, au Groupe d'édition, bureau E.4108, Palais des Nations, Genève.

Les rectifications aux comptes rendus des séances publiques du Comité seront groupées dans un rectificatif unique qui sera publié peu après la session.

La séance est ouverte à 15 h 10.

Observations générales du Comité (suite)

Projet d'observation générale n° 34 (suite) (CCPR/C/GC/34/CRP.3)

Paragraphe 31 (suite)

1. **Le Président** invite le Comité à reprendre l'examen du paragraphe 31 du projet d'observation générale.
2. **M. O'Flaherty**, Rapporteur pour le projet d'observation générale, dit que ses recherches ont révélé que le Comité avait utilisé l'expression "margin of appreciation" (marge d'appréciation) dans *Ilmari Lansma et al. c. Finlande* (communication n° 518/1992), dont le paragraphe 9.4 indique notamment ce qui suit: "L'étendue de cette liberté ne doit pas être évaluée en fonction d'une certaine marge d'appréciation." Il est donc légitime d'employer cette expression dans l'observation générale. Toutefois, pour tenir compte du texte de la communication et de la proposition faite par M. Fathalla l'après-midi du jour précédent, M. O'Flaherty propose de libeller comme suit la première phrase du paragraphe 31: "Le principe de nécessité ne doit pas être appliqué en fonction d'une certaine marge d'appréciation". Il n'a pas repris à son compte la proposition d'insérer le mot "uniquement" dans cette phrase, essentiellement parce qu'il n'a pas été utilisé dans la communication et aussi afin de distinguer l'approche du Comité de celle de la Cour européenne des droits de l'homme. Il rappelle que la marge d'appréciation n'est pas un principe selon lequel le Comité prend en considération la situation du pays concerné. M. O'Flaherty tient compte systématiquement de cette situation dans chaque affaire qu'il examine. La marge d'appréciation désigne plutôt le fait de renoncer au profit de l'État concerné à apprécier s'il peut y avoir eu des circonstances qui ont rendu nécessaire une mesure restreignant la liberté d'expression. Comme l'explique la première phrase, le Comité se réserve la possibilité de l'apprécier.
3. **M. Amor** rappelle qu'il incombe aux États d'évaluer la nécessité de restreindre la liberté d'expression. Une fois qu'un État a invoqué une restriction, il est souhaitable que le Comité exprime une opinion sur le recours au principe de nécessité et sur son invocation. Il estime donc que la référence à la marge d'appréciation devrait être supprimée et la question expliquée plus clairement. Il propose de libeller comme suit le début de la première phrase: "En cas d'invocation du principe de nécessité, le Comité se réserve la possibilité d'apprécier..."
4. **M. Thelin** dit que la référence à une "marge d'appréciation" tirée de *Ilmari Lansma* est nécessaire afin de bien marquer que le Comité n'applique pas la norme européenne à cet égard, telle qu'elle est illustrée par l'affaire susvisée.
5. **M. O'Flaherty** estime comme M. Amor qu'il s'agit bien d'évaluer la manière dont l'État applique le principe de nécessité. Toutefois, il serait regrettable de supprimer la référence à la marge d'appréciation car c'est véritablement un élément important qui marque la différence entre la jurisprudence du Comité et celle de la Cour européenne des droits de l'homme. Étant donné que le Comité a établi cette distinction dans une affaire relevant de l'article 19, il est bon de la rappeler dans l'observation générale. M. O'Flaherty propose donc d'inverser l'ordre des références, de sorte que le paragraphe commencerait comme suit: "Le Comité se réserve la possibilité d'apprécier si, dans une situation donnée, il peut y avoir eu des circonstances qui ont rendu nécessaire une mesure restreignant la liberté d'expression. À ce propos, le Comité rappelle que 'l'étendue de cette liberté ne doit pas être évaluée en fonction d'une certaine marge d'appréciation'⁷⁰".
6. *Le paragraphe 31, tel que modifié, est adopté.*

7. **M. O'Flaherty**, présentant les paragraphes 32 à 35, dit que la section concerne les restrictions visées au paragraphe 3 de l'article 19 du Pacte. Dans ce contexte, le mot "limitation" serait remplacé par "restriction" dans la version finale de l'observation générale.
8. Le paragraphe 32 est une tentative de synthèse d'éléments pertinents de la pratique et de la jurisprudence du Comité faite pour fournir aux États des indications sur le sens de l'expression "droits ou (...) réputation d'autrui", car il semble que le Comité ne l'ait pas définie de façon approfondie. En l'absence de définition du terme "droits", l'intervenant a conclu que ces derniers devraient englober d'autres droits que les droits de l'homme, tels que les droits commerciaux, comme l'explique la deuxième phrase.
9. De même, au paragraphe 33, on a eu recours à la définition de l'expression "ordre public" qui figure dans les Principes de Syracuse concernant les dispositions du Pacte international relatif aux droits civils et politiques qui autorisent des restrictions ou des dérogations, auxquels renvoie la note de bas de page 78 entre crochets. Cette référence n'est indiquée que pour l'information du Comité et sera supprimée dans la version finale de l'observation générale. L'intervenant propose de supprimer la quatrième phrase du paragraphe, qui donne un exemple de limitation autorisée tiré de la jurisprudence du Comité. Pris hors contexte, cet exemple pourrait induire en erreur, car il n'est pas certain qu'il concerne la liberté d'expression. Le contexte est l'affaire *Baban c. Australie* (communication n° 1014/2001), dans laquelle un détenu a fait valoir que sa grève de la faim était une forme d'expression et que sa liberté d'expression avait été violée lorsqu'il avait été transféré de la prison à l'hôpital.
10. Le paragraphe 34 contient la définition de la sécurité nationale donnée par le Comité à l'occasion de l'affaire *Mukong c. Cameroun* (communication n° 458/1991). Toutefois, comme il est impératif que la sécurité nationale concerne des questions se situant à un niveau inférieur à celui de l'intégrité territoriale de l'État, l'intervenant a inséré le membre de phrase "entre autres" dans la première phrase.
11. Le paragraphe 35 reflète la solide jurisprudence du Comité sur la moralité publique.
12. **Le Président** dit que les alinéas a) et b) du paragraphe 3 de l'article 19 du Pacte n'énumèrent pas de limitations à proprement parler, mais les circonstances dans lesquelles l'exercice de la liberté d'expression peut être légitimement soumis à des limitations. Il propose donc, dans les premières phrases des paragraphes 32 et 33, de remplacer l'expression "limitations autorisées" par "motifs légitimes".
13. *Il en est ainsi décidé.*
14. **Le Président** propose d'intégrer le paragraphe 36 à la section relative aux restrictions visées au paragraphe 3 de l'article 19 du Pacte.
15. **M. Thelin** propose d'apporter une légère modification à deux paragraphes de manière à tenir compte de l'ordre de présentation des motifs légitimes dans le paragraphe 3 de l'article 19, qui indique d'abord la sécurité nationale, puis l'ordre public et la moralité publique. La première phrase du paragraphe 33 demeurerait inchangée et l'intégralité du texte du paragraphe 34, relatif à la sécurité nationale, deviendrait le reste du nouveau paragraphe 33. Les phrases restantes du paragraphe 33, relatives à l'ordre public, deviendraient le nouveau paragraphe 34. Le paragraphe 35, relatif à la moralité publique, demeurerait inchangé.
16. *Il en est ainsi décidé.*
17. **M. Thelin** demande si le contenu du paragraphe 47, sur les restrictions et les lois sur la diffamation, ne devrait pas figurer immédiatement après le paragraphe 32, car il est un corollaire direct du paragraphe 32 sur les droits ou la réputation d'autrui. Il deviendrait

alors le paragraphe 33, le paragraphe sur la sécurité nationale deviendrait le paragraphe 34, et ainsi de suite. Par ailleurs, le paragraphe 36 présente des cas dans lesquels les États ont voulu justifier les restrictions à la liberté d'expression en invoquant plusieurs des motifs énumérés au paragraphe 3 de l'article 19 du Pacte, qui apparaissent dans les paragraphes suivants. Toutefois, le paragraphe 47 ne porte que sur un seul motif de restriction, à savoir la diffamation. Il est donc logique, sur cette base, de le déplacer en l'insérant dans la section consacrée aux cas justifiés sur la base d'un seul motif légitime.

18. **M. O'Flaherty** dit que le paragraphe 36 est effectivement une introduction à l'ensemble suivant de sections thématiques portant sur des cas dans lesquels les États ont voulu justifier les restrictions en invoquant plusieurs des motifs énumérés au paragraphe 3 de l'article 19 ou l'ensemble du paragraphe, ou dans lesquels les motifs appropriés n'apparaissent pas clairement. Il ne devrait donc pas être intégré à la section précédente, qui concerne les cas dans lesquels les États ont voulu justifier les restrictions sur la base d'un seul motif.

19. Répondant à la question posée sur le paragraphe 47, M. O'Flaherty dit qu'il y a eu plusieurs cas de diffamation ayant mis en jeu des questions touchant à la fois la sécurité nationale et les droits ou la réputation d'autrui, en particulier des cas de diffamation pénale contre des personnalités politiques. Le paragraphe est donc correctement placé dans la section relative aux cas dans lesquels les États ont voulu justifier les restrictions en invoquant plusieurs motifs.

Paragraphe 32

20. **M. Bouzid** propose d'insérer, dans la première phrase, le mot "dignité"; la fin de la phrase se lirait donc comme suit: "les droits, la réputation ou la dignité d'autrui".

21. **M. Amor** demande pourquoi ce paragraphe ne comporte aucune référence à l'article 17 du Pacte.

22. **M. Thelin** propose de remplacer, dans la quatrième phrase, le mot "argumentation" par "débat".

23. **M. O'Flaherty** dit qu'il serait difficile d'insérer le mot "dignité" dans le paragraphe, car ce terme n'apparaît pas à l'alinéa a) du paragraphe 3 de l'article 19 du Pacte, sur lequel le paragraphe 32 est basé.

24. L'intervenant n'a inclus aucune référence à l'article 17 simplement parce qu'il n'a trouvé aucune jurisprudence du Comité à ce sujet. Il propose d'insérer, à la fin de la deuxième phrase, le membre de phrase suivant: "ainsi que les droits visés à l'article 17".

25. M. O'Flaherty estime lui aussi que l'expression "argumentation politique" devrait être remplacée par "débat politique".

26. **Le Président** demande si la deuxième phrase est nécessaire, ou s'il n'est pas évident qu'il existe d'autres droits que les droits de l'homme.

27. **M. O'Flaherty** dit que, si le Comité peut être bien conscient que le terme "droits" n'est pas synonyme de "droits de l'homme", il sait pour en avoir lu qu'il existe des arguments défendant cette position. Il semblerait donc judicieux d'inclure cette clarification.

28. **M. Salvioli** propose d'ajouter une référence à l'article 17 du Pacte en tant que restriction autorisée à la liberté d'expression, étant donné qu'il y a déjà une référence à l'article 25. Si l'on décide d'insérer une référence à l'article 17, le Rapporteur devrait inclure une observation supplémentaire sur l'article 25 pour empêcher les gouvernements de se prévaloir de l'observation générale pour limiter la liberté d'expression. Certains

d'entre eux ont coutume de présenter les critiques visant les tentatives qu'ils font en ce sens comme des atteintes à l'honneur et à la dignité des agents de l'État.

29. **M. O'Flaherty** dit partager cette préoccupation et est disposé à insérer une référence à l'article 17. Il existe également la possibilité d'un renvoi au paragraphe 47, où il est expliqué pourquoi les lois sur la diffamation ne doivent pas être utilisées pour étouffer la liberté d'expression. C'est la solution qui a sa préférence.

30. **M. Amor** dit que les deux solutions pourraient être envisagées. Toutefois, les personnes désignées par le mot "autrui", dont il convient de respecter les droits ou la réputation, conformément au paragraphe 32, ne sont pas seulement les personnes exerçant les droits visés à l'article 25. L'absence d'une référence à l'article 17 pourrait faire perdre de vue d'autres questions essentielles. En fait, le Comité avait déjà convenu d'insérer cette référence.

31. **Le Président** propose, comme suite à une proposition de **M. O'Flaherty**, d'ajouter entre parenthèses un renvoi au paragraphe 47. Il a par ailleurs été décidé d'insérer une référence à l'article 17.

32. *Le paragraphe 32, tel que modifié, est adopté.*

Paragraphe 33

33. **M^{me} Motoc**, se référant à la définition de l'expression "ordre public" donnée par les Principes de Syracuse, se demande s'il est judicieux d'utiliser des sources autres que la jurisprudence du Comité.

34. **Le Président** rappelle que, dans la première phrase, l'expression "limitation autorisée" a été remplacée par "motif légitime". De la même façon, il propose de remplacer, dans l'avant-dernière phrase, le mot "limitation" par "motif".

35. **M. Amor** dit que, dans certains pays, l'ordre public recouvre un large éventail de questions qu'il n'est pas facile de regrouper sous un même terme. Dans le texte du paragraphe 33, le "fonctionnement pacifique et efficace de la société" pourrait également signifier bien des choses différentes. De surcroît, la notion d'ordre public n'est pas identique en droit public et en droit privé. Il serait judicieux de n'utiliser que des critères simples sans essayer de donner une définition concrète de l'ordre public.

36. **M. Bouzid** dit qu'étant donné l'étendue du champ définitionnel de l'ordre public, on pourrait éventuellement retenir la définition supplémentaire suivante: "les règles régissant le fonctionnement pacifique et efficace de l'État".

37. **M. El-Haiba** dit qu'il n'est pas favorable à l'idée de définir l'ordre public; si on essaie de le faire, il faudra aussi définir la moralité publique, concept universel qui ne se prête à aucune définition. Se référant à l'affaire *Gauthier c. Canada* (communication n° 633/95), il rappelle qu'elle était centrée sur des restrictions à l'accès de la presse au Parlement justifiées pour des motifs d'ordre public. Le Comité a décidé qu'une restriction de ce type ne devait pas être arbitraire, mais nécessaire et proportionnée; il n'a pas essayé de définir l'ordre public.

38. **M. Rivas Posada** demande si la quatrième phrase du paragraphe 33, concernant le transfert d'un détenu d'un lieu de détention dans un autre pour les besoins du maintien de l'ordre, sera à présent supprimée.

39. **M. O'Flaherty** dit avoir proposé de la supprimer. Il serait partisan d'insérer une référence à *Gauthier c. Canada*. Il juge lui aussi inutile de définir l'ordre public, puisqu'il existe déjà une définition commode dans les Principes de Syracuse, auxquels renvoie la note de bas de page 78. Il ne serait donc pas nécessaire d'insérer un libellé tel que celui

proposé par M. Bouzid. M. O'Flaherty accepte par ailleurs la proposition du Président tendant à utiliser le terme "motif" lorsque l'on se réfère à l'ordre public.

40. **Le Président** demande si le Rapporteur souhaite insérer une référence à *Gauthier c. Canada*.

41. **M. O'Flaherty** dit qu'il va étudier cette possibilité..

42. **Le Président** confirme que le paragraphe 33 commencerait par les mots "Le deuxième motif légitime". La quatrième phrase serait supprimée et, dans l'avant-dernière phrase, le terme "motif" remplacerait "limitation".

43. *Le paragraphe 33, tel que modifié, est adopté.*

Paragraphe 34

44. **M. Bouzid** propose de supprimer le mot "politique" dans la première phrase.

45. **M. O'Flaherty** dit avoir utilisé l'expression "indépendance politique" simplement parce qu'il s'agissait d'une référence à *Mukong c. Cameroun*.

46. **M. Thelin** propose de remplacer, dans la dernière phrase, le membre de phrase "ne suffit pas à invoquer la limitation relative à la sécurité nationale" par "n'entre pas dans le champ d'application de la limitation relative à la sécurité nationale".

47. **M. O'Flaherty** propose le libellé suivant: "n'est pas justifiable pour des motifs tenant à la sécurité nationale".

48. **M^{me} Majodina** dit que l'expression "sécurité nationale" est elle-même contestable car les États y ont recours pour des motifs injustifiés et ont tendance à présenter des arguments dépourvus de pertinence à l'appui de leurs actions. Elle propose de clore la deuxième phrase par les mots "la nature précise de la menace ainsi qu'une expression directe et immédiate de la probabilité ou de la manifestation d'une telle menace". La phrase suivante serait alors libellée comme suit: "L'État partie doit également démontrer la nécessité de la mesure prise".

49. **M. Fathalla** dit que, puisque le texte du paragraphe 33 ne contient plus de définition de l'ordre public, il conviendrait de supprimer la première phrase du paragraphe 34, concernant la nature de la sécurité nationale. Le point essentiel du paragraphe 34 figure dans la deuxième phrase. Le fait de donner des exemples pourrait entraîner des confusions.

50. **M. Rivas Posada** abonde dans ce sens. Il n'est pas souhaitable de tenter de définir la sécurité nationale, même en utilisant l'expression "entre autres".

51. **M. El-Haiba** dit qu'il soutient l'idée de supprimer la première phrase du paragraphe 34. Les affaires auxquelles les notes de base de page renvoient n'ont pas donné lieu à une jurisprudence constante, si ce n'est que la sécurité nationale ou l'unité nationale était invoquée. Toutefois, conformément à la logique de ces affaires, il importe de dire qu'un État doit indiquer la nature précise de la menace invoquée lorsqu'il impose une restriction de quelque type que ce soit à la liberté d'expression.

52. **Le Président** dit que la quatrième phrase, commençant par "Il n'est pas compatible", est formulée d'une manière trop générale; la référence à l'"intérêt général légitime" devrait suffire. Dans la cinquième phrase, il se demande ce qui a poussé le Rapporteur à utiliser la formulation qui s'y trouve concernant certaines catégories d'informations.

53. **M. O'Flaherty** dit qu'il songeait aux observations finales du Comité sur l'Ouzbékistan. Les jugeant trop restrictives, il a inséré les mots "en général" parce que la sécurité financière d'un État pourrait être en jeu. La phrase précédente est tirée des

observations finales du Comité sur la Fédération de Russie. Elle pourrait être rendue plus restrictive, comme le Président l'a proposé, dès lors qu'elle préciserait bien qu'une marge appropriée devait être laissée aux journalistes et à d'autres personnes dans l'exercice de leur droit à la liberté d'expression. Il pourrait accepter de supprimer la première phrase du paragraphe, bien que, si elle était conservée, elle puisse servir à rappeler aux États que seules des questions très graves relevaient du concept de "sécurité nationale". Tout en considérant que la deuxième phrase est déjà libellée en termes très forts, M. O'Flaherty pourrait accepter de compléter ce libellé dans le sens suggéré par M^{me} Majodina, en ajoutant peut-être "ainsi qu'un lien direct et immédiat entre la forme d'expression de la menace et la sécurité nationale".

54. **M. Thelin** dit qu'une simple référence à un "intérêt général légitime", proposée par le Président, ne suffira pas. Il conviendrait de conserver les quatrième et cinquième phrases, avec leurs références aux observations finales du Comité sur la Fédération de Russie et l'Ouzbékistan, respectivement.

55. **M^{me} Majodina** dit souhaiter ajouter un élément temporel à la deuxième phrase, de façon que les États parties soient tenus de démontrer l'existence d'un lien direct et immédiat entre les opinions à exprimer et la probabilité d'une menace spécifique. La dimension liée à l'"imminence" est implicite dans la jurisprudence du Comité. L'intervenante propose donc d'apporter la modification ci-après à la deuxième phrase après le mot "menace": "ainsi qu'un lien direct et immédiat entre l'expression et la probabilité ou la manifestation d'une telle menace. L'État partie doit également démontrer la nécessité de la mesure spécifique prise par lui".

56. **M. O'Flaherty** dit que l'élément temporel fait partie intégrante du principe de nécessité. La phrase distincte qui traite de l'aspect lié à la nécessité est donc inappropriée.

57. **M. Amor** dit que, si la référence à un "lien direct et immédiat" est logique, le terme de "probabilité" est trop vague. Il considère également que l'élément temporel est déjà présent dans la formulation initiale de la phrase. Une insistance trop marquée sur diverses dimensions du principe de nécessité risquerait fort d'aller à l'encontre du but recherché.

58. **M. Fathalla** dit partager l'opinion de M. Amor. Toutefois, on pourrait retenir la proposition de M^{me} Majodina en insérant les mots "en particulier" avant "un lien direct et immédiat" et en déplaçant le nouveau membre de phrase à la fin de la phrase, à la suite de la référence au principe de nécessité.

59. **M. O'Flaherty** soutient la proposition de M. Fathalla. Il estime également qu'il faudrait faire référence à la fois à la "probabilité" d'un événement et à sa "manifestation". Il propose donc la nouvelle formulation ci-après pour le membre de phrase à insérer à la fin de la phrase: "en particulier en établissant un lien direct et immédiat entre l'expression et la probabilité ou la manifestation d'une telle menace".

60. **M. El-Haiba** propose de supprimer la référence à la "probabilité".

61. **M^{me} Majodina** dit n'avoir aucune objection à formuler contre sa suppression.

62. **M. Fathalla** propose de faire plutôt référence à la "manifestation imminente" de la menace.

63. **M. O'Flaherty** dit que, tout bien considéré, il émet des réserves au sujet de l'idée de parler de la "manifestation d'une menace", car une menace est non pas un événement, mais un état préjudiciable à la société. Par exemple, il pourrait être légitime de restreindre la liberté d'expression en cas de grave menace de soulèvement. M. O'Flaherty propose donc de modifier comme suit le membre de phrase: "en particulier en établissant un lien direct et immédiat entre l'expression et la menace".

64. *Il en est ainsi décidé.*

65. **Le Président** dit qu'en l'absence d'objection, il considérera que le Comité souhaite supprimer la première phrase du paragraphe.

66. *Il en est ainsi décidé.*

67. **Le Président**, se référant à la proposition de M. Thelin tendant à supprimer, dans la quatrième phrase, le mot "légitime" après l'expression "intérêt général", dit préférer le conserver.

68. *Il en est ainsi décidé.*

69. *Le paragraphe 34, tel que modifié, est adopté.*

Paragraphe 35

70. **M. Amor**, soutenu par **M. Rivas Posada**, propose d'insérer dans le paragraphe 35 une phrase inspirée de l'ancienne deuxième phrase du paragraphe 34. Elle commencerait comme suit: "Lorsqu'un État partie invoque la moralité publique pour justifier une restriction à la liberté d'expression".

71. **M. Fathalla** appuie cette proposition et ajoute qu'une précision analogue devrait être insérée dans le paragraphe 33 au sujet de l'ordre public. Il propose également de placer le paragraphe 36, qui se réfère aux restrictions multiples, immédiatement avant le paragraphe 33.

72. **M. El-Haida** note que le Comité a indiqué dans ses constatations dans l'affaire *Hertzberg et al. c. Finlande* qu'il n'existait aucune norme universelle applicable à la moralité publique et qu'"une certaine marge d'appréciation (devait) être accordée aux autorités nationales responsables". L'intervenant estime qu'il faudrait préciser l'idée de "marge d'appréciation".

73. **M. O'Flaherty** dit que le Comité s'est distancié il y a quelque temps de la doctrine de la "marge d'appréciation", comme il ressort de ses constatations dans l'affaire *Hertzberg*. La question a été abordée au paragraphe 31. Toutefois, les autres points mentionnés au paragraphe 35 devraient, à son avis, être conservés.

74. Il penche pour l'insertion au tout début du paragraphe d'une phrase comparable à la deuxième phrase du paragraphe 34.

75. **M. Thelin** appuie la proposition de M. Fathalla. Si le paragraphe 36 devait être inséré avant le paragraphe 33, la phrase du paragraphe 34 pourrait être insérée en tant que deuxième phrase et rendue applicable à la sécurité nationale, à la moralité publique et à l'ordre public. Il a toutefois fait remarquer que, dans ce cas, le Comité étendrait considérablement l'applicabilité de ses constatations dans l'affaire *Shin c. République de Corée*, sur lesquelles la phrase du paragraphe 34 repose.

76. **M. O'Flaherty** fait observer que la phrase est tout aussi applicable aux restrictions aux "droits ou (à) la réputation d'autrui" visées au paragraphe 32.

77. Il se demande si le contenu du paragraphe 35 pourrait être intégré à un autre paragraphe.

78. **Le Président** croit comprendre que le Comité souhaite appliquer l'ancienne deuxième phrase du paragraphe 34 à tous les motifs de restriction à la liberté d'expression visés aux alinéas a) et b) du paragraphe 3 de l'article 19 du Pacte. Le Rapporteur modifiera l'ordre des paragraphes du texte et en présentera la nouvelle version au Comité à sa session suivante.

79. *Il en est ainsi décidé.*

Paragraphe 36

80. **Le Président** dit être en désaccord avec l'emploi du mot "peuvent" dans la première phrase. Le Comité semble se contenter d'encourager les États parties à justifier les limitations à la liberté d'expression.

81. La première référence aux "limitations" doit être remplacée par le mot "restrictions" et la deuxième par les mots "motifs légitimes". Il conviendrait également de modifier la troisième référence qui se trouve dans la deuxième phrase, mais il est difficile de trouver une formulation de substitution.

82. **M. O'Flaherty** propose de remplacer, dans la première phrase, le mot "peuvent" par "parfois" afin de répondre à la préoccupation du Président; le membre de phrase "limitations au paragraphe 3" devrait être remplacé par "motifs au paragraphe 3". Dans la dernière phrase, le mot "limitations" devrait être remplacé par "motifs".

83. Le paragraphe 36 est conçu comme une introduction aux paragraphes 37 à 49. Il serait peut-être bon, afin de préciser l'économie du paragraphe, d'ajouter un titre qui représenterait l'élément fondamental de cette section avant le paragraphe 36. Tous les autres titres de la section deviendraient alors des sous-titres.

84. **M. Fathalla**, soutenu par **M. El-Haiba** et **M. Bhagwati**, juge le paragraphe 36 superflu et propose de le supprimer.

85. **M. Amor** n'est pas non plus convaincu de l'utilité du paragraphe 36. S'il devait être conservé, il faudrait le reformuler pour bien préciser que les États parties ont l'obligation de justifier les restrictions à la liberté d'expression en vertu du paragraphe 3 de l'article 19 du Pacte. Le texte devrait être modifié comme suit: "Les États parties doivent justifier les restrictions à la liberté d'expression à la lumière du paragraphe 3 de l'article 19 et préciser les motifs justifiant les mesures qu'ils auront prises."

86. **M. Thelin** dit que le paragraphe 36 devrait être conservé, car il sert de lien entre la section précédente et la section suivante. Afin de préciser ce rôle, il faudrait insérer à la fin du paragraphe, entre parenthèses, une référence aux paragraphes 37 à 49. L'intervenant appuie l'insertion d'un titre supplémentaire. Il serait bon également d'insérer des sous-titres dans la section précédente afin d'orienter le lecteur.

87. **M. O'Flaherty** dit que, compte tenu des réserves exprimées par les membres et étant donné que le paragraphe 36 a été conçu comme un simple lien, mieux vaut le supprimer. Un nouveau titre sera ajouté pour l'ensemble de la section. Les titres existants seront révisés et de nouveaux titres insérés dans l'ensemble du document pour en faciliter la lecture.

88. *Le paragraphe 36 est supprimé compte tenu de ce qui précède.*

89. **M. O'Flaherty** répète qu'il a été extrêmement difficile de trouver la jurisprudence du Comité concernant un motif de restriction quel qu'il soit parce que les États parties se réfèrent rarement à un motif précis. Ils se contentent d'invoquer le paragraphe 3 de l'article 19 tant dans les rapports qu'en réponse à des communications individuelles. Il en va de même des observations finales et des constatations du Comité. La structure que l'intervenant a proposé aux paragraphes 37 à 49 est donc fondée davantage sur l'interaction de différents motifs. Les catégories illustrées par les titres s'appuient sur le discours dominant du Comité et sur les questions qui se sont posées le plus fréquemment au cours de 10 à 15 années précédentes. La jurisprudence est indiquée dans les notes de bas de page.

Paragraphe 37

90. **M. Rivas Posada** souhaiterait savoir si la demande d'examen attentif dont il est question dans la première phrase est adressée à l'État partie ou au Comité.

91. **Le Président** propose de supprimer "la possibilité de" dans la première phrase.
92. **M. O'Flaherty** approuve la suppression de ce membre de phrase. En réponse à la question de M. Rivas Posada, il propose de reformuler la phrase comme suit: "Toute restriction au discours politique doit être apportée avec beaucoup de précautions afin d'en garantir la compatibilité avec le paragraphe 3", ce qui porte donc l'attention non sur le Comité, mais sur l'État.
93. **M. Thelin**, invoquant une motion d'ordre, et soutenu par **M. Fathalla** et **M. O'Flaherty**, demande une suspension des débats pour permettre au Comité de régler une importante question relative à ses méthodes de travail.
94. *Il en est ainsi décidé.*
- La partie publique de la séance est levée à 17 h 45.*